



N° 487 SAMEDI 13 JUIN 2026

> Affaire Lyhanna

La protection des enfants doit être une priorité nationale

160 000 enfants sont victimes d'inceste chaque année et 94 % des plaintes sont classées sans suite. Les autres mettront plus de deux ans et demi pour aboutir.

La Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE) a été créée en 2020. Elle a formulé 80 recommandations au gouvernement. Jugeant cette commission trop offensive car elle exigeait de croire les enfants et d'appliquer un principe de précaution immédiat, il a rangé le rapport, et coupé les financements. De son côté, le 24 avril 2025, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la France pour des défaillances dans la protection de mineurs ayant déposé plainte pour viol.

L'affaire Lyhanna n'est malheureusement pas un drame isolé, car le nombre de plaintes explosent et les moyens sont insuffisants pour rendre une justice de qualité. En France, il y a 3 procureurs pour 100 000 habitants alors qu'il y en a 12 en moyenne dans les pays européens, 10 juges contre 22 dans la moyenne de l'UE et 1 greffier contre 15. Il faut cette tragédie pour se rendre compte que les moyens manquent pour que les enquêtes suivent leurs cours.

L'indignation de Macron, les excuses de Darmanin devant les « dysfonctionnements » de l'enquête sont d'un cynisme inégalé car ce sont eux qui ont contribué au démantèlement méthodique des services publics, à la casse du système judiciaire et de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Alors ils préfèrent invoquer une défaillance locale, individuelle, comme au tribunal d'Auch, mis en cause, avant d'avoir les résultats de l'enquête en cours. Mais à Auch aussi, il n'y a que 4 procureurs pour 183 000 habitants. Plus d'une centaine d'associations demandent une Loi intégrale avec 140 mesures pour lutter contre les violences sexuelles ; elle est toujours en attente sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Marie-Rose Patelli

ARCADE, BRAVO BERN ! ... ENGAGEMENT ...

CHOOSE FRANCE- CAMPUS IA

PAGE 2

**CHAUMONT VILLE
PAUVRE SOUTIEN DES
RICHES ?**

PAGE 3

**CADMIUM NON AU
POISON DANS NOS
ASSIETTES**

PAGE 3

**CULTURE : UN SIGNE
INQUIÉTANT**

CASTEX EST VENU **PAGE 4**

**BENTZ EST RACISTE
MAIS REFUSE QU'ON LE
DISE**

PAGE 4



Passerelle

En refusant de toucher au pactole des milliardaires et des millionnaires, le gouvernement en est réduit à diminuer les budgets de la plupart des ministères, à l'exception de celui des Armées qui va augmenter.

Chaque baisse de budget a des incidences sur la vie des Français et ce qu'ils sont en droit d'attendre de la nation : la santé, l'éducation nationale, les affaires sociales, la culture, les associations d'aide aux plus démunis etc.

Le Jhm nous apprend dans son édition du 7 juin que la Passerelle, structure chaumontaise d'aide aux exclus, SDF et personnes fragilisées, a perdu la moitié de la subvention qu'elle percevait de l'Etat en 2025, soit 400 000€.

On peut difficilement imaginer quel avenir attend ses quinze salariés ainsi que les sans-abris auxquels la Passerelle apporte son aide.

Mais Macron et Lecornu ont pris le parti de Bernard Arnault et de ses milliards plutôt que celui des associations humanitaires...

Adriana Fernandez



Engagement...

Nous pensions que le vide du discours macronien était un horizon indépassable, aussi ne sommes-nous pas surpris de l'enthousiasme du Journal de la Haute-Marne pour le projet (a)politiquement pur du mouvement "Engageons Chaumont".

Du temps où les mots avaient encore un sens, le mot *engagement* renvoyait à un certain désir de mise en cause de l'ordre établi. Le mouvement dont le quotidien haut-marnais fait la promotion, loin d'avoir de telles prétentions, se donne au contraire pour objectif de rassembler, localement, autour d'événements évidemment rassembleurs. Et de donner comme exemple d'évènement rassembleur, un "apéro", sans préciser, malheureusement, s'il sera ou non saucisson.

Ce mouvement apolitique donc, pour inaugurer son activité fédérative départementale, se proposait de recevoir Cyrille Vedrenne, ex candidat rassemble et national à la mairie de Chaumont, dès ce 12 juin.

Hélas, on apprend en lisant un article de Chaumont City que la rencontre n'aura pas lieu. "On a eu un coup d'arrêt d'Epinal pour l'organisation de l'évènement", explique le président d'Engageons Chaumont, faisant référence à la *maison mère* de l'organisation.

Si on considère ce qu'il en est de l'indépendance revendiquée par ce

président, on imagine ce qu'il peut en être de son apolitisme.

Arcade, pion de l'extrême droite

Il faut saluer le courage de Stéphane Bern qui, quelques jours avant la cérémonie, a annulé la remise du Prix du Patrimoine à l'association Arcade dès qu'il a appris ses liens étroits avec l'extrême droite et avec Pierre Edouard Stérin en particulier.

L'extrême droite tisse sa toile et sous couvert de restauration du patrimoine mène une offensive plus ou moins occulte d'évangélisation antirépublicaine.

Il n'est pas inutile de rappeler ici le sens de l'acronyme qui donne son nom au projet Périclès du milliardaire Stérin : Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes.

Il n'est pas inutile non plus de préciser que les Résistants qu'évoque la formule ne sont pas ceux qui ont défendu la France et son honneur entre 1939 et 1945.

Libre au conseiller départemental RN Frédéric Fabre de regretter ce qu'il n'hésite pas à qualifier de procès d'intention, mais ce n'est pas à l'Etat de financer l'entrisme de l'extrême droite. Son parti bénéficie bien assez du soutien inconditionnel du monde de l'argent.

A. Fellner

Choose France

Nous avons fait des choix forts ces dernières années pour bâtir notre souveraineté numérique », s'enorgueillissait en mai dernier le président de la République. Et pour Emmanuel Macron les investissements annoncés au sommet Choose France début juin comptent parmi ceux-là.

À y regarder de plus près cependant, si des méga-projets sont bien sur les rails, ils ne sont pas synonymes pour autant de la « souveraineté » tant vantée. Le data center géant, baptisé Campus IA, qui doit sortir de terre en Seine-et-Marne, est un cas d'école.

Derrière la montagne de milliards d'investissements promus en grande pompe au château de Versailles, se cache un fonds émirati. Sans compter qu'avec des clients comme les Big tech, soumis à l'extraterritorialité du droit états-unien sur les données, la souveraineté peut, là encore, aller se rhabiller.

Mais à Fouju, où la méga-usine d'IA doit être implantée, ce n'est pas seulement ce qui inquiète. L'équivalent de 130 terrains de foot bétonisés, une consommation électrique jamais vue, des dizaines de milliers de tonnes de fioul stockées, l'utilisation de PFAS à gogo... L'impact pour l'environnement et pour les riverains s'annonce comme un désastre.

D'autant que par une opération de découpage bien pratique, le site devrait échapper à un classement Seveso seuil haut et aux garanties en termes de sécurité qui vont avec. Les « choix forts » d'Emmanuel Macron se résument en réalité à une affaire de gros sous, sacrifiant la planète comme... la souveraineté.

Julia Hamlaoui - L'Humanité

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Mireille, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Liliane, Marie-Thérèse, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Rachel, Michel, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Marie-Christine, Pierre, Richard, Sylvie, Jean-François, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Christine, Patricia, Agnès, Jorge, Luc, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, André et Josette, Josette, Marie-Thérèse, Marie-Christine, Olivier, Jean-Luc, Christine, Margaret, Ludmila, Michel, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, François, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Abdel, Denis, Jacques, Jean, Patricia et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités·es de Chaumont

LE DESSIN D'ALLAN BARTE

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE DU PNF POUR DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS, FAVORITISME, PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS & CONCUSSION
ÉDOUARD PHILIPPE ASSURE QU'UNE MISE EN EXAMEN NE L'EMPÊCHERA PAS D'ÊTRE CANDIDAT EN 2027



> Hôtel 4 étoiles

Chaumont, ville pauvre, en soutien des riches ?

Le conseil municipal du 28 mai, (l'affranchi n°1647) a cautionné le projet de garantie d'emprunt à la SCI Le Terminus initié par la précédente municipalité. Ce projet, démarré en 2024, concerne la transformation de l'ancien hôtel Terminus en établissement de luxe Kyriad 4 étoiles. Il est porté par Urbano, promoteur immobilier régional, qui se présente comme « un acteur majeur dans la construction de programmes immobiliers (...), 25 ans d'expérience ».

Chaumont aurait besoin d'un hôtel de luxe pour asseoir son attractivité ! La garantie porte sur 50% d'un emprunt de 5,8 millions d'euros pendant 20 ans. Des cadeaux ont déjà été faits par la cession d'une emprise foncière de 27m2 pour 970 euros (la véranda sur le domaine public) et la mise à disposition à raison de 1020 euros mensuels pour 30 ans de 34 places du parking communal devant les Silos pour créer un parking privatif, soit 30 euros par place et par mois. Une misère !

Que Kyriad veuille s'installer sur Chaumont pour développer son offre d'hôtellerie, soit, mais la garantie d'emprunt par la ville pose question. Il est rare que des villes s'engagent ainsi dans des projets privés et commerciaux. Généralement, cela porte sur des opérations d'intérêt public ou avec des bailleurs sociaux, comportant un retour pour la politique sociale de la commune, le logement, des infrastructures communes. Chaumont est une ville pauvre, nous avons vu la semaine dernière comment la dotation de solidarité urbaine portait sur des besoins non couverts et pas toujours sur les quartiers prioritaires. Dans le même temps, des associations sociales voient leurs moyens diminuer.

On comprend mal. Le projet est présenté comme solide, prudent et le maire valide cette analyse, tout en disant prendre un risque. Les promoteurs et Kyriad sont confiants et ont les moyens financiers de le porter, alors pourquoi accepter une telle demande qui, sauf erreur de notre part, va coûter à la ville des provisions annuelles pendant 20 ans, peut être récupérables à terme. Est-ce une priorité, d'autant que d'autres garanties sont déjà en cours ?

Que le secteur privé, qui a de gros moyens, développe ses projets, soit, mais ne tombons pas dans le piège qui gangrène la France d'utiliser les fonds publics pour générer des profits et des patrimoines privés sans retour pour la collectivité. La théorie du ruissellement, chère à Macron et évoquée au sujet de ce projet, est depuis longtemps obsolète. Les intérêts du privé rejoignent rarement ceux du public.

Louis Laprade



Affiche de Martin Duperrex pour Formes des Luttes

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

Cadmium, du poison dans nos assiettes !

L'Assemblée nationale a voté mercredi 3 juin la baisse des taux de cadmium autorisés dans les engrais phosphatés à 40 mg/kg en 2027 et 20 mg/kg à partir de 2030. Si la limite est fixée à 60 mg/kg au niveau européen, depuis 2019 la France bénéficie d'une dérogation qui lui permet d'utiliser des fertilisants avec 90 mg/kg de cadmium.

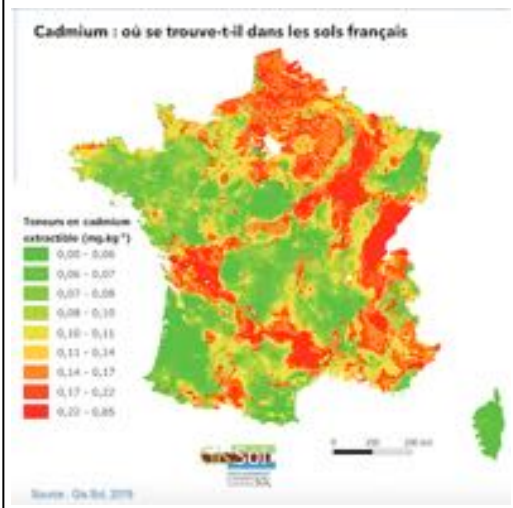
Les Français ont donc un taux de cadmium dans le corps 3 à 4 fois supérieur à celui des pays de l'UE. Les sols les plus pollués se situent notamment en Champagne. Ils sont deux fois plus contaminés que les sols allemands, trois fois plus que les sols belges, parce que les agriculteurs allemands et belges utilisent des engrais provenant de l'Europe du Nord alors qu'en France ils proviennent pour 40% du Maroc, où les roches sont particulièrement riches en cadmium.

Avec le tabagisme, la principale source d'exposition au cadmium demeure l'alimentation. 89% des aliments de base (pain, pâtes, biscuits, viennoiseries, céréales du petit-déjeuner etc...) sont contaminés au cadmium. Il est présent aussi dans les crustacés et les mollusques, le chocolat et les légumes-feuilles (épinards, salade, etc.). La Haute-Marne n'est pas épargnée par ce poison qui est aussi contenu dans l'épandage des boues d'épuration.

Les conséquences sanitaires sont particulièrement préoccupantes car le cadmium est classé comme cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction.

De notre côté, nous attendons toujours, de la Préfecture, les résultats des analyses concernant l'épandage des boues des papeteries.

Marie-Rose Patelli



Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

<https://cgtretraites-chaumont.fr> <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs N° 487 SAMEDI 13 MAI 2026

UNE. le moindre mal n'est pas un bien Affiche de Gérard Paris-Clavel - <http://www.gerardparisclavel.fr/>



> culture

Un signe inquiétant

Les premières décisions de la nouvelle municipalité surprennent... et inquiètent ! Moins de trois mois après le dégaisme qui a plané sur notre ville, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle commence à s'attaquer de front aux problèmes des Chaumontais et Brottais : la pauvreté qui perdure et s'étend sur la ville, la santé - déserts médicaux, hôpital-, les transports, la gestion de l'eau, les services publics, etc.

Au lieu de quoi, on nous sert l'importance d'un hôtel quatre étoiles (voir article page 3) et un énième psychodrame autour du Signe, Centre national du graphisme.

Que la municipalité saisisse l'occasion d'un changement dans sa représentation au conseil d'administration pour mener un combat douteux contre le Centre national et ses personnels est inquiétant alors que droite et extrême droite, qui lorgnent vers l'Élysée, sortent l'artillerie lourde dès qu'ils entendent le mot culture...

« *Il faut se réapproprier le Signe, le rapprocher de la population* ». Autant de propos éculés, ressassés cent fois depuis la création du Centre.

Avant d'être posée, cette question ne devrait-elle être précédée d'un état des lieux et d'un bilan précis pour savoir de quoi l'on parle vraiment. Lancer de telles affirmations, reprises dans la presse, peut conduire à l'incompréhension, au découragement et à la colère légitimes de ceux qui œuvrent au quotidien pour valoriser un établissement labellisé Centre d'art contemporain d'intérêt national qui mène une politique de diffusion ambitieuse, qui témoigne de la qualité du travail accompli par le directeur Jean-Michel Gériidan et toute l'équipe du Signe.

Un lieu, pour citer André Malraux, « où rendre accessibles les œuvres capitales au plus grand nombre, assurer la plus vaste audience au patrimoine culturel et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit ».*

Le Signe, dédié au design graphique, possède un fonds de plus de 45 000 affiches anciennes et contemporaines dont il doit assurer la conservation et la valorisation. Il organise expos, ateliers pour enfants, conférences et événements, avec, ce qui ne gêne rien, une disponibilité et un accueil remarquables.

Dans une ville qui se pose la question des formations supérieures pour attirer des étudiants, le Signe contribue à l'existence d'une licence professionnelle *Graphisme, Edition et Typographie* et d'un Diplôme Supérieur d'Art Appliqué *design graphique et médiation culturelle* au Lycée Charles de Gaulle. La Biennale internationale est un événement phare du graphisme dans le monde. C'est un temps fort pour Chaumont qui retrouve ainsi un air de jeunesse.

Parler de réappropriation du Signe par les Chaumontaises et Chaumontais, pourquoi pas. Mais ne serait-il pas utile que la nouvelle équipe municipale commence à se l'approprier...

Richard Vaillant

* Extraits de l'intervention d'André Malraux lors de l'inauguration de la première Maison de la Culture au Havre.

Un PDG bien accueilli...

Castex, Pdg de la SNCF, ex premier ministre dont il se murmure qu'il serait devenu, après Attal puis Edouard Philippe (ou le contraire), le chouchou de Macron pour les prochaines présidentielles est passé à Chaumont. On croyait qu'il venait régler les problèmes nombreux rencontrés en Haute-Marne à la SNCF, un service public qui se dégrade, les guichets qui ferment, la gare aussi de temps en temps, etc. Que nenni. Sa mission principale était de remettre la légion d'honneur au président du Conseil départemental, Nicolas Lacroix.

Heureusement, les syndicats de Cheminots (une CGT très, très présente) avaient appelé avec drapeau, chasuble et même torche éclairante à venir recevoir leur PDG avec les honneurs dus à son rang et la colère due à ses décisions.

Venu par le train, le PDG, apprend-on, est reparti en voiture. Plus personne ne l'attendait en gare. Peut-être était-elle fermée...



Bentz tient des propos racistes mais refuse qu'on le dise raciste

Une plainte du député de Haute-Marne Christophe Bentz contre des journalistes de Libération, pour injures et diffamation, a été discutée lors d'une récente audience du tribunal correctionnel de Chaumont. L'élu d'extrême droite reproche au média national de l'avoir classé, aux dernières législatives, parmi les candidats racistes. L'affaire a été mise en délibéré et le jugement sera rendu le 23 juin prochain. Nous serions étonnés tout de même que le tribunal entre en voie de condamnation.

La première raison tient au fait que les journalistes ont étayé leur propos. Ils se sont servis des propres écrits de M. Bentz dans un livre qu'il a fait publier en 2011. Il y entendait faire une distinction entre différentes races et renvoyait éventuellement vers des scientifiques pour les hiérarchiser. Pour lui, faire l'apologie de la race, ne serait pas du racisme. Alors que, justement, prétendre qu'il existe des races inégales entre-elles, est une définition même du racisme.

Mais quand bien même les journalistes n'auraient pas fourni les preuves tangibles, l'affaire aurait pu encore se discuter.

On se souvient que Marine Le Pen n'avait pas réussi à faire condamner Jean-Luc Mélenchon quand il l'avait traitée de fasciste. La justice avait considéré que, dans le cadre du débat politique, une large liberté d'expression pouvait être tolérée.

Plus tard, le parti du même Mélenchon a perdu son procès contre Raphaël Enthoven qui l'avait qualifié de « passionnément antisémite ». Là encore, bien qu'ayant reconnu que l'intéressé n'apportait pas la preuve de son accusation, le tribunal avait considéré, au nom de la liberté d'expression, que LFI, dont les membres ne mâchent pas leurs mots, pouvait tout de même admettre les propos outranciers d'un polémiste.

Bref ! Au vu des preuves et dans un tel contexte, notre député aurait pu s'abstenir d'encombrer un tribunal qui n'avait pas besoin de cela.

Lionel Thomassin